

Activités juridiques : métiers du droit des transports

(fiche nationale)

RNCP40803 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	Licence Professionnelle — Licence professionnelle
Code(s) NSF	128g
Formacode(s)	31894, 41039
Code(s) ROME	K1902, K1501
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2029

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE LE HAVRE NORMANDIE · SIRET : 19762762300097

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La licence professionnelle est un diplôme national de l'enseignement supérieur qui confère à son titulaire le grade de licence. Elle confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivrée.

La licence professionnelle poursuit un objectif d'insertion professionnelle et elle est organisée pour favoriser la formation tout au long de la vie.

La licence professionnelle favorise la personnalisation des parcours de formation et offre des dispositifs d'accompagnement pédagogique, en tenant compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

Dans un secteur en constante évolution, marqué par un encadrement réglementaire de plus en plus strict, la digitalisation des procédures et les impératifs liés à la transition écologique et au transport durable, les entreprises recherchent des professionnels capables d'assister les juristes experts dans la gestion des aspects contractuels, réglementaires et contentieux.

La Licence Professionnelle "Activités juridiques : métiers du droit des transports" est unique en France. Les diplômés peuvent exercer en tant que collaborateurs juridiques au sein de sociétés et courtiers d'assurance terrestre et maritime, compagnies maritimes, ferroviaires, ou aériennes, de sociétés d'import-export. Leur rôle est d'aider ces structures à respecter les réglementations internationales en vigueur et d'anticiper les risques juridiques liés au transport de marchandises et de passagers.

ACTIVITÉS VISÉES

- Accueil du public et premiers conseils juridiques
- Recherche documentaire pour l'analyse de problèmes juridiques simples
- Réception, lecture, analyse, traitement et transmission de l'information juridique au sein de la structure
- Suivi administratif des dossiers juridiques en lien avec les différentes parties prenantes dont les clients
- Analyse et synthèse de documents à caractère juridique, y compris en anglais et/ou avec une dimension internationale
- Préparation des dossiers et transmission des informations aux parties prenantes
- Suivi de l'exécution des dossiers sous supervision
- Rédaction d'actes simples (contrats-types, courriers juridiques)

- Assistance à la prévention des litiges
- Participation à l'élaboration des dossiers de litige sous supervision
- Rédaction de documents réglementaires nécessaires aux transports sous contrôle
- Communication avec les services juridiques de l'entreprise dans le cadre d'une démarche encadrée
- Accompagnement à la mise en conformité d'une organisation par une veille juridique et réglementaire

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe
- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique
- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non ambiguë, dans au moins une langue étrangère
- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs
- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Compétences spécifiques

- Accueillir et informer les clients sur les aspects juridiques liés aux activités de transport, de logistique et d'assurance en tenant compte des exigences écologiques, telles que la réduction des émissions de carbone et la gestion des déchets dans les activités de transport, ainsi que les implications légales de la transition énergétique pour les entreprises de transport et de logistique.
- Utiliser les outils numériques de gestion des contrats.
- Identifier les besoins juridiques des clients ou usagers afin de leur fournir des informations adaptées et conformes aux réglementations en vigueur (normes de sécurité, procédures réglementaires des activités de transport et de logistique).
- Participer à la rédaction et à la transmission de documents juridiques (contrats, actes, comptes rendus) y compris sous des formats dématérialisés et sous supervision.
- Assurer une communication claire et efficace avec les parties prenantes internes et externes notamment les transporteurs, agents maritimes et courtiers en assurance, en relayant les informations juridiques.
- Transmettre l'information juridique à partir de sources rédigées en langue française ou en langue anglaise (langue des transports).
- Effectuer des recherches documentaires sur des problématiques juridiques, pouvant inclure une dimension internationale, liées aux transports de personnes et de marchandises.
- Participer à la rédaction et au suivi des contrats et documents réglementaires.
- Vérifier l'application des conventions régissant les règles d'indemnisation.
- Constituer et organiser des dossiers de litiges en vue de leur transmission aux services compétents (réserves, protestations, mises en demeure).
- Contribuer à l'interprétation et à l'application des conventions qui régissent les règles d'indemnisation.
- Synthétiser des documents juridiques afin de transmettre des informations compréhensibles aux parties prenantes dont des informations juridiques sur les évolutions.
- Assurer une veille juridique et réglementaire, nationale européenne et internationale pour signaler les évolutions impactant les activités et les certifications de l'entreprise.
- Accompagner l'entreprise dans la constitution des dossiers nécessaires à l'obtention et au suivi des certifications spécifiques au secteur du transport.
- Assurer le suivi des délais et des procédures administratives liés aux obligations légales et aux certifications.
- Participer à la constitution et à la mise à jour des données de certification réglementaires, notamment celles

relatives au statut d'opérateur économique agréé (OEA) en réunissant les éléments requis par les autorités compétentes pour appuyer les démarches de conformité et de reconnaissance officielle de l'organisation.

- Appliquer les recommandations des organismes certificateurs et des autorités compétentes (douanes, Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DREAL...).

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national.

Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP40803BC01 — Utiliser les outils numériques de référence

LISTE DE COMPÉTENCES

Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40803BC02 — Exploiter des données à des fins d'analyse

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40803BC03 — S'exprimer et communiquer à l'oral, à l'écrit, et dans au moins une langue étrangère

LISTE DE COMPÉTENCES

- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non ambiguë, dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40803BC04 — Se positionner vis à vis d'un champ professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40803BC05 — Agir en responsabilité au sein d'une organisation professionnelle

LISTE DE COMPÉTENCES

- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40803BC06 — Apporter une assistance juridique aux activités de transports, logistiques et d'assurance

LISTE DE COMPÉTENCES

- Accueillir et informer les clients sur les aspects juridiques liés aux activités de transport, de logistique et d'assurance en tenant compte des exigences écologiques, telles que la réduction des émissions de carbone et la gestion des déchets dans les activités de transport, ainsi que les implications légales de la transition énergétique pour les entreprises de transport et de logistique.
- Utiliser les outils numériques de gestion des contrats.
- Identifier les besoins juridiques des clients ou usagers afin de leur fournir des informations adaptées et conformes aux réglementations en vigueur (normes de sécurité, procédures réglementaires des activités de transport et de logistique).
- Participer à la rédaction et à la transmission de documents juridiques (contrats, actes, comptes rendus) y compris sous des formats dématérialisés et sous supervision.
- Assurer une communication claire et efficace avec les parties prenantes internes et externes notamment les transporteurs, agents maritimes et courtiers en assurance, en relayant les informations juridiques.
- Transmettre l'information juridique à partir de sources rédigées en langue française ou en langue anglaise (langue des transports).

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40803BC07 — Assurer la préparation des dossiers juridiques et contentieux

LISTE DE COMPÉTENCES

- Effectuer des recherches documentaires sur des problématiques juridiques, pouvant inclure une dimension internationale, liées aux transports de personnes et de marchandises.
- Participer à la rédaction et au suivi des contrats et documents réglementaires.
- Vérifier l'application des conventions régissant les règles d'indemnisation.
- Constituer et organiser des dossiers de litiges en vue de leur transmission aux services compétents (réserves, protestations, mises en demeure).
- Contribuer à l'interprétation et à l'application des conventions qui régissent les règles d'indemnisation.
- Synthétiser des documents juridiques afin de transmettre des informations compréhensibles aux parties prenantes dont des informations juridiques sur les évolutions.

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40803BC08 — Accompagner la mise en conformité d'une organisation par une veille juridique et réglementaire

LISTE DE COMPÉTENCES

- Assurer une veille juridique et réglementaire, nationale européenne et internationale pour signaler les évolutions

impactant les activités et les certifications de l'entreprise.

- Accompagner l'entreprise dans la constitution des dossiers nécessaires à l'obtention et au suivi des certifications spécifiques au secteur du transport.
- Assurer le suivi des délais et des procédures administratives liés aux obligations légales et aux certifications.
- Participer à la constitution et à la mise à jour des données de certification réglementaires, notamment celles relatives au statut d'opérateur économique agréé (OEA) en réunissant les éléments requis par les autorités compétentes pour appuyer les démarches de conformité et de reconnaissance officielle de l'organisation.
- Appliquer les recommandations des organismes certificateurs et des autorités compétentes (douanes, Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - DREAL...).

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

M 69.1-Activités juridiques

S-Autres activités de service

H-Services de transport et d'entreposage

- Sociétés et courtiers d'assurance terrestre et maritime
- Compagnies maritimes, ferroviaires, ou aériennes
- Sociétés d'import-export

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Collaborateur juridique dans le secteur maritime, ferroviaire et maritime
- Agent maritime ou collaborateur d'agent maritime

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5)
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 258 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en services à la collectivité (17 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	1 164
Jugés difficiles à recruter	50 %
Emplois saisonniers	4 %
Familles professionnelles (FAP)	P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements
- des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 111 €
Prise en charge	Branches concernées
8 111 €	Valeur par défaut · 213 branches

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/12/2029
Date de dernière délivrance possible	31/12/2033

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP29859

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.univ-lehavre.fr/>

Données en open data :Insertion professionnelle des diplômés

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/40803/>